

LES RÉVOLUTIONS ARABES DU POINT DE VUE D'ISRAËL

Israël a été dès le début très sceptique quant aux bouleversements dans le monde arabe. La grande majorité de l'élite politique israélienne s'attend à ce que la montée des islamistes, les nouveaux espaces libres pour les terroristes et le rôle changeant des Etats-Unis dans la région aient des répercussions négatives sur la sécurité d'Israël. Les avis des Israéliens sont partagés quant à la manière dont le pays doit réagir à son voisinage en mutation. La ligne de cloisonnement en politique étrangère et de dissuasion militaire de Netanyahu rencontre cependant un grand soutien.



Netanyahu, le Premier ministre, et Barak, le ministre de la Défense, visitent le poste de commandement du système de défense antimissile Iron Dome, le 24 octobre 2012. Reuters / Ronen Zvulun

Israël a elle aussi été surprise par les bouleversements qui ont secoué le monde arabe en février 2011. Mais, contrairement à de nombreux autres Etats, le gouvernement israélien n'a pu, dès le début, trouver aucun intérêt au «printemps arabe.» Dans l'une de ses premières prises de position publiques après la chute du régime de Moubarak en Egypte, le Premier ministre Benjamin Netanyahu a prévenu que les révolutions arabes pourraient, à l'instar de la révolution iranienne de 1979, encourager l'islamisme et le radicalisme et déboucher sur une politique anti-occidentale et surtout anti-israélienne de ces Etats. Netanyahu a alors aussi ordonné à la diplomatie israélienne de démontrer surtout aux Etats occidentaux les dangers du «printemps arabe» et de souligner l'importance

des dirigeants séculaires en exercice pour la stabilité de la région. Le chef du gouvernement israélien a expliqué en novembre 2011 à la Knesset comment ses pronostics s'étaient à son avis avérés corrects: le «printemps arabe» serait devenu, selon Netanyahu, un «hiver arabe».

Netanyahu représente sans aucun doute un segment de la politique israélienne qui se montre particulièrement sceptique vis-à-vis des bouleversements au Proche-Orient. Des sondages d'opinion ont cependant montré qu'une majorité des Israéliens juifs partage son pessimisme depuis le début des soulèvements arabes. L'avis selon lequel les révolutions auront des répercussions négatives sur la sécurité d'Israël est très répandu. Les Israéliens ne sont

cependant pas d'accord sur la question de savoir comment le pays doit réagir à la mutation fondamentale de son voisinage.

Evaluation négative de la situation

Ce qui frappe d'abord dans le débat israélien intérieur sur le «printemps arabe» est le fait que beaucoup d'analyses et de commentaires constatent une détérioration de la situation sécuritaire d'Israël. D'après ces analyses et commentaires, les rapports de force régionaux avaient largement changé en faveur d'Israël au cours des dernières décennies. Comme la plupart des souverains arabes postcoloniaux aspiraient à de bonnes relations avec l'Occident, ils ont aussi adapté graduellement leur politique israélienne. Après que les guerres de 1967 et 1973 ont montré que le conflit avec Israël ne pouvait pas se résoudre militairement, beaucoup de ces souverains se sont petit à petit accommodés de l'existence d'Israël.

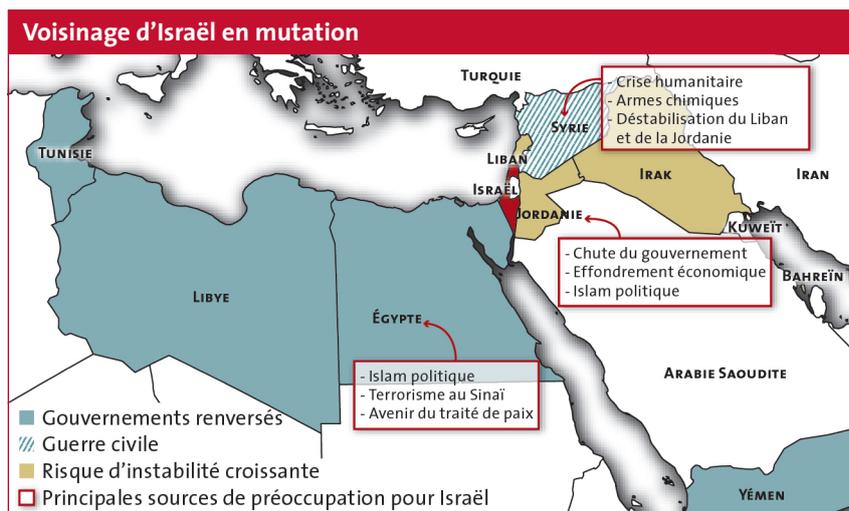
Il est vrai que la grande majorité des Etats arabes a renoncé à des relations diplomatiques en raison de la question palestinienne. Israël a cependant pu conclure des traités de paix avec ses voisins, l'Egypte et la Jordanie. Même si la paix est restée froide, en particulier avec l'Egypte, Le Caire est devenu dans une certaine mesure un partenaire fiable d'Israël. Sur la base de l'accord de Camp David, Moubarak a non seulement cultivé une coopération de défense étroite avec les Etats-Unis mais aussi une coopération de sécurité avec Israël tout en persécutant simultanément les Frères musulmans à l'intérieur du pays.

La relation est certes restée nettement plus difficile avec la Syrie, l'autre grand voisin d'Israël. On n'est jamais arrivé à un retrait des troupes israéliennes des hauteurs du Golan. La Syrie s'en est néanmoins largement tenue aux conventions de l'accord de désengagement israélo-syrien de 1974 sous les deux régimes Assad. Damas est restée, du point de vue d'Israël, un ennemi sur lequel il peut dans une certaine mesure compter.

Le voisinage d'Israël s'est avéré dans l'ensemble remarquablement stable depuis la fin des années 1970, dans ce sens que le pays n'a plus été impliqué dans de grandes guerres interétatiques. Des conflits militaires avec des acteurs non étatiques comme l'OLP dans les années 1980 ou, plus récemment, avec le Hezbollah et le Hamas ont cependant toujours prouvé qu'Israël était très loin d'une paix stable et d'une intégration régionale. D'importantes parties des élites politiques et militaires israéliennes étaient néanmoins d'accord ces dernières années sur le fait qu'il était possible de préserver les intérêts centraux de l'Etat vis-à-vis des adversaires arabes par une gestion des conflits axée sur la dissuasion militaire et les représailles.

Le contexte stratégique est, avec les bouleversements dans le monde arabe, devenu considérablement plus imprévisible pour Israël et moins sûr aux yeux de la plupart des Israéliens. On peut identifier dans les débats correspondants trois champs thématiques qui préoccupent particulièrement les Israéliens: les conséquences négatives d'une démocratisation incomplète, les nouveaux espaces libres pour les terroristes et les changements géopolitiques au Proche-Orient.

Le scepticisme par rapport aux nouveaux processus de démocratisation dans le voisinage est très important en Israël. On avance par exemple l'argument que les mobilisations en masse dans des sociétés n'ayant qu'une faible expérience démocratique peuvent conduire à des résultats non démocratiques. L'Égypte, où des courants islamistes populistes et non démocratiques ont réussi à gagner les élections en raison de leur revendication anti-élitiste, en est l'exemple parfait. Les assurances du nouveau président, Mohammed Mursi, et des Frères musulmans renforcés selon lesquelles l'Égypte va respecter les principes démocratiques ainsi que ses obligations internationales passent pour peu crédibles aux yeux de beaucoup d'Israéliens. Même si, d'après les sondages, seule une mino-



rité estime que Le Caire annulera le traité de paix avec Israël, la plupart des Israéliens juifs s'attendent à une détérioration des relations bilatérales. Certains commentateurs préviennent en outre que la pression publique en vue de résilier le traité de paix pourrait augmenter à moyen terme en Égypte. Leurs craintes proviennent surtout du fait que le paquet d'aide annuel des Etats-Unis pour l'Égypte qui dépend du traité de paix est fortement axé sur des objectifs de défense et ne contribue guère à améliorer la situation de la population (en 2012, 1,31 milliard d'US\$ du paquet de 1,56 milliard d'US\$ était prévu d'entrée de jeu pour que l'Égypte achète des armes à des entreprises d'armement américaines).

Il y a également en Israël des craintes que les nouveaux dirigeants du voisinage adoptent une ligne anti-israélienne pure et dure afin de forcer la réconciliation en politique intérieure et occulter la faiblesse des Etats arabes post-révolution. On fait en outre état des risques sécuritaires émanant de processus de transformation étatiques devenus incontrôlables. Le fait que des appareils militaires puissent tomber entre les mains d'acteurs non étatiques dans des Etats dont le pouvoir central est affaibli comme en Libye ou actuellement en Syrie est particulièrement préoccupant. Le pire des cas serait que les armes chimiques syriennes tombent entre les mains du Hezbollah au Liban.

Ce qui nous amène à la deuxième grande préoccupation israélienne concernant les bouleversements arabes, à savoir les espaces libres croissants pour les terroristes dans la région. Il y a en effet des indications que de nouveaux territoires «exempts de droit» dans des Etats comme la Libye ou la Syrie sont devenus des espaces de retraite, de recrutement et d'opération pour Al-Qaï-

da et d'autres groupes djihadistes. On peut également observer une recrudescence des activités terroristes sur la péninsule du Sinaï qui représente pour sa part une plaque tournante de la contrebande d'armes dans la bande de Gaza. L'attaque d'un poste militaire égyptien en août 2012 est considérée comme un indice que la violence pourrait redoubler sur la péninsule du Sinaï. Si l'Égypte y accroissait sa présence militaire à long terme sans l'accord d'Israël, ce qui serait contraire aux dispositions du traité de paix, cela pourrait entraîner des tensions bilatérales.

Troisièmement, les rapports de forces régionaux changent eux aussi, et non pas dans le sens d'Israël. Il y a d'abord la baisse des possibilités d'influence des Etats-Unis. L'argument selon lequel il faut interpréter les soulèvements dans le monde arabe comme une expression du déclin des Etats-Unis dans la région n'est peut-être pas très pertinent. Les observateurs israéliens estiment cependant que la chute de dictateurs pro-américains va pousser Washington à une politique étrangère plus différenciée au Proche Orient. Si les Etats-Unis se comportent à l'avenir de manière moins partisane vis-à-vis d'Israël, cela aurait des répercussions négatives sur la capacité de dissuasion israélienne.

Il se pourrait que la montée de l'Iran et de la Turquie s'accélère, de l'avis de nombreux Israéliens, en raison de la faiblesse aiguë de nombreux Etats arabes. En fait, le conflit autour du programme nucléaire iranien domine actuellement les débats sécuritaires comme nul autre thème en Israël. On ne peut cependant que spéculer pour le moment en Israël en ce qui concerne les répercussions qu'auront les développements en Syrie sur les rapports de forces

régionaux. La chute d'Assad relativiserait certes la montée de l'Iran et affaiblirait la position du Hezbollah. Le Hamas s'est quant à lui déjà détourné d'Assad et se voit acculé à une réorientation stratégique. Mais Israël craint simultanément une propagation de l'instabilité syrienne à des Etats jusqu'à présent relativement stables comme l'Arabie Saoudite ou la Jordanie. Un «printemps arabe» à Riyad pourrait affaiblir massivement l'alliance anti-iranienne dans la région. Des bouleversements intérieurs en Jordanie pourraient quant à eux impartir une nouvelle urgence à la question palestinienne.

Cloisonnement

Aussi répandu que soit le scepticisme en Israël concernant les révolutions arabes: dans la question de savoir comment Israël doit réagir à la mutation de son voisinage, les avis des Israéliens sont partagés. On peut constater, de manière très simplifiée, un fossé entre les représentants du centre et l'aile droite d'une part et la gauche israélienne d'autre part. Les premiers soulignent surtout les menaces émanant des révoltes et révolutions arabes pour Israël et plaident en faveur d'une politique de cloisonnement (*Selbstschottung*) et d'armement militaire. Les représentants de la gauche ne nient certes pas ces menaces mais attirent l'attention sur les nouvelles chances qui s'offrent et s'engagent en faveur d'une ligne de coopération constructive avec les voisins arabes. Alors que cette vue des choses est surtout bien accueillie dans les milieux académiques et intellectuels, la plupart des membres du gouvernement Netanyahu comme des parts importantes de l'establishment politique penchent généralement pour la stratégie de cloisonnement – ce qui reflète de nouveau pour sa part le déclin persistant depuis des années du parti travailliste jadis puissant.

De nombreux représentants du camp de cloisonnement critiquent le rôle des Etats-Unis et d'autres Etats occidentaux dans le «printemps arabe», en particulier l'abandon de Moubarak dans le cadre de la révolution égyptienne. En soutenant le mouvement de protestation égyptien, les Etats-Unis auraient, c'est du moins l'argument qu'ils avancent, perdu leur crédibilité dans la région et la confiance de leurs alliés. La croyance naïve en une démocratisation au Proche-Orient aurait en outre pavé la voie du pouvoir pour les groupes islamistes bien organisés et ouvert toutes grandes

les portes au terrorisme. L'interprétation du «printemps arabe» comme signe du déclin d'Al-Qaïda s'est elle aussi avérée naïve.

Il est frappant que de nombreux représentants de ce camp ne fassent guère la distinction entre les groupes islamiques modérés et radicaux et ne s'efforcent que rarement, du moins en public, de faire une analyse différenciée des menaces. En qualifiant toutes les menaces d'existentielles et en ne tenant pas compte de la possibilité d'une réduction des menaces par une politique israélienne constructive et de grande envergure, le cloisonnement assuré par l'armée est mis au centre de la discussion stratégique. L'attitude selon laquelle Israël est seule responsable de la sécurité et de la survie de l'Etat et doit prioriser la puissance de frappe militaire est depuis toujours fortement ancrée dans les élites politiques et stratégiques du pays. Beaucoup de représentants du camp de cloisonnement doutent foncièrement de la volonté de paix des Etats arabes et s'engagent en faveur d'une politique de sécurité s'orientant sur le pire des cas.

Ce groupe exige logiquement un renforcement de la capacité de dissuasion israélienne. Les dépenses de défense devraient être augmentées et les systèmes de défense antimissile en particulier étendus. Des réflexions quant à la manière de garder à long terme les Etats-Unis aux côtés d'Israël font aussi partie de ce schéma de pensée. Netanyahu est loin d'être le seul représentant de ce camp à exagérer aussi de temps à autres les menaces pour Israël parce qu'il veut s'assurer ainsi le soutien des Etats-Unis – en dépit de toutes les critiques israéliennes envers l'administration Obama. On accorde en particulier, dans ce contexte, une grande importance à un pacte israélo-américain dans la politique iranienne. Si Israël opte pour une intervention militaire, une action commune avec les Etats-Unis revêtirait une grande importance, non seulement d'un point de vue militaro-opérationnel mais aussi politico-stratégique – dans le sens d'un effet de signal au contexte régional.

En ce qui concerne la question palestinienne, ce groupe représente la position archiconnue que ces temps de grande incertitude ne représentent pas le bon moment pour résoudre le conflit et pour des concessions israéliennes. On n'entend guère de critiques concernant l'expansion des activités de colonisation israéliennes en Cisjor-

danie dans ce camp. On exprime plutôt de temps en temps de l'incrédulité quant au fait que l'on accorde tant d'attention internationale au conflit palestinien et qu'Israël est toujours mise au pilori alors que les dictateurs arabes traitent leurs citoyens beaucoup plus injustement et, comme dans le cas d'Assad, les font même massacrer.

Davantage d'engagement

Il se peut que le camp dans le débat israélien sur les révolutions arabes qui souligne les chances de ces développements pour Israël soit sous-représenté dans l'establishment politique. Il comprend cependant d'éminents académiciens et intellectuels qui constituent une part importante des élites israéliennes. C'est pourquoi il ne s'agit aucunement d'un groupe marginal – même s'il semble être mieux reçu sur le plan international qu'en Israël.

Ce groupe plaide pour qu'Israël s'engage activement, malgré tous les impondérables actuels, en faveur d'une amélioration des relations avec les Etats arabes et mise sur une politique d'engagement au lieu de retrait. A ce propos, il argue aussi en faveur d'un regard différencié sur la mutation dans le monde arabe. Les contextes et caractéristiques politiques, économiques et sociaux des révolutions, souligne-t-il, varient d'un pays à l'autre. La réaction israélienne devrait par conséquent aussi être nuancée et spécifique à chaque pays. Il faut en particulier sonder des possibilités de mesures coopératives et de gestes positifs de la part d'Israël.

L'effort en vue d'améliorer la mauvaise image d'Israël dans les Etats arabes et en particulier dans les populations de ces Etats est ici au premier plan. La plupart des représentants de ce camp pensent moins à un soutien politique ou militaire direct pour différents acteurs des soulèvements qu'à un engagement impartial par exemple sous forme d'aide humanitaire pour atténuer la misère. Ils se rendent cependant très bien compte que des offres correspondantes ne seraient pas acceptées partout même si le gouvernement israélien prenait cette orientation.

Un partisan connu d'un rôle plus actif d'Israël est Mark A. Heller de l'Institute for National Security Studies israélien. Il reconnaît certes que les possibilités d'influence d'Israël sont restreintes dans le contexte des révolutions arabes, mais invite à exploiter les petites marges de manœuvre existantes d'autant plus systématiquement. Concrètement, M. Heller propose une série

de mesures qui devraient avoir ensemble pour effet un «printemps» de la politique étrangère et de défense d'Israël. On compte par exemple parmi ces mesures une aide économique à la Jordanie, surtout pour y atténuer le manque d'eau et de carburant. Cette aide devrait simultanément stabiliser le régime jordanien et créer les conditions nécessaires pour que le roi Abdullah puisse réaliser les réformes politiques promises. Israël devrait aussi examiner l'ouverture de canaux de communication avec les islamistes et d'autres nouvelles forces politiques dans la région. Heller propose aussi qu'Israël s'exprime de manière constructive par rapport à l'Initiative de paix arabe de 2002 selon laquelle les Etats arabes offrent une normalisation des relations si Israël se retire aux frontières de 1967 et accepte un Etat palestinien avec Jérusalem-Est comme capitale. De nouveaux efforts en vue de résoudre le conflit palestinien seraient selon lui essentiels pour améliorer l'image «empoisonnée» du pays dans la région.

De nombreux fers de lance de la gauche israélienne avancent depuis longtemps l'argument que la clé de l'amélioration des relations avec les Etats arabes voisins se situe dans la politique palestinienne d'Israël. Beaucoup d'entre eux ont prévenu ces dernières années que le temps d'une solution à deux Etats allait bientôt arriver à échéance. Certains d'entre eux le signalent maintenant avec d'autant plus de véhémence que le contexte changé et le nouveau gouvernement égyptien peuvent représenter une chance pour le processus de paix. L'ancien ministre de la Défense, Amir Peretz, était par exemple d'avis en août 2012 que les Frères musulmans avaient tant l'aptitude qu'un intérêt à inciter le Hamas à accepter un traité de paix avec Israël signé par le président Abbas. Par son appel à de nouvelles négociations de paix, il a représenté une position qui est très bien accueillie surtout dans les capitales occidentales. Moins d'un tiers des Israéliens juifs croit cependant encore aujourd'hui qu'un accord de paix avec les Palestiniens verra le jour dans les prochaines années.

I Editeur responsable: Daniel Möckli
analysen@sipo.gess.ethz.ch

I Expert ayant contribué à cette analyse:
Tova C. Norlén
tove.norlen@sipo.gess.ethz.ch

I Commande d'analyses et abonnement:
www.css.ethz.ch/cssanalysen

I ISSN: 2296-0228

Parus précédemment

- N° 122: Interdiction des armes chimiques: état des lieux et perspectives
- N° 121: Le conflit autour du programme atomique nord-coréen
- N° 120: Sortie de l'atome et approvisionnement énergétique de la Suisse
- N° 119: Somalie: peu de perspectives de paix
- N° 118: L'Arctique: un dégel à potentiel de conflit
- N° 117: Inde-Etats-Unis: un partenariat au potentiel de développement limité
- N° 116: L'OTAN après Chicago: rhétorique intelligente et des incertitudes
- N° 115: Le Myanmar entre réformes politiques et pouvoir militaire
- N° 114: La résolution 1325 de l'ONU au banc d'essai
- N° 113: L'Irak Après le retrait des Etats-Unis: de nouveau au bord du gouffre
- N° 112: Crise de la dette et politique étrangère et de sécurité suisse
- N° 111: Les PPP dans la politique de sécurité: chances et limites
- N° 110: L'OSCE en position difficile
- N° 109: Afghanistan: vague espoir de solution régionale
- N° 108: La puissance protectrice: la renaissance d'une tradition?
- N° 107: Armes atomiques au Moyen-Orient: aucune solution en vue
- N° 106: Politique étrangère suisse après Mme Calmy-Rey
- N° 105: Médiation dans les conflits religieux
- N° 104: Fukushima et les limites de l'analyse des risques
- N° 103: La cartographie de crise: le phénomène et son utilité
- N° 102: L'Afrique du Sud: une puissance régionale limitée
- N° 101: Les Frères musulmans en Egypte: obstacles sur la voie du pouvoir
- N° 100: La Libye après Kadhafi: transition politique et options occidentales
- N° 99: Une Europe fragmentée dans un Congo instable
- N° 98: Al-Qaïda après les bouleversements arabes et la mort de Ben Laden
- N° 97: Le Pakistan après Ben Laden: un constat
- N° 96: Politique extérieure de l'UE: nouvelles structures, anciennes faiblesses
- N° 95: Caucase du Nord: instabilité croissante dans le sud de la Russie
- N° 94: Conflit au Proche-Orient: nouveau contexte, nouvelle dynamique
- N° 93: Le Brésil: puissance économique à se profiler en politique étrangère
- N° 92: La lutte pour les avions de combat: gagnants et perdants
- N° 91: Opération militaire en Libye: l'OTAN prise dans un dilemme
- N° 90: Sécurité humaine: genèse, débats, tendances
- N° 89: Désarmement nucléaire: une voie semée d'embûches
- N° 88: Le progrès biotechnologique: un défi sécuritaire
- N° 87: Gestion civile des crises de l'UE: un bilan intermédiaire
- N° 86: L'OTAN et la défense antimissile: chances et questions en suspens
- N° 85: Le sommet de l'OTAN: résolutions ambitieuses, réalisations incertaines
- N° 84: La Force africaine en attente
- N° 83: Sanctions économiques: arme miracle ou échec?
- N° 82: Les services de renseignement contraints à la réforme
- N° 81: Politique européenne de la Suisse: où conduit la voie bilatérale?
- N° 80: Privatisation de la sécurité: limites de l'externalisation militaire
- N° 79: Démocratisation après les conflits: pièges de l'influence extérieure
- N° 78: Drones: applications militaires et débats politiques
- N° 77: Affaire libyenne: bilan de la gestion de la crise par la Suisse
- N° 76: Sécurité énergétique: les marchés du gaz naturel en mutation
- N° 75: Le service militaire obligatoire en comparaison européenne
- N° 74: Politique nucléaire américaine: un changement modéré
- N° 73: L'Inde: une puissance émergente placée devant de grands défis
- N° 72: Réforme du Conseil de sécurité: un noeud gordien?
- N° 71: Cyberguerre: concept, état d'avancement et limites
- N° 70: Le Yémen: lutte difficile contre le terrorisme
- N° 69: La politique énergétique de l'UE face à de grands défis
- N° 68: Finlande: gestion de crises et défense territoriale
- N° 67: Engagements de l'armée à l'étranger: bilan et options
- N° 66: L'Organisation de coopération de Shanghai: signification pour l'occident
- N° 65: La crise du TNP: avant la conférence d'examen de 2010
- N° 64: Politique de défense britannique: pression réformiste
- N° 63: Promotion civile de la paix: potentiel et limites